

Conditions de travail, conditions d'études : Une urgence, combattre ensemble leur dégradation !

Les conditions de travail des personnels des organismes et des établissements d'enseignement supérieur se dégradent. Précarité, dégradation du pouvoir d'achat des salariés, gels d'emploi, évolution de la nature des métiers, changement des méthodes de travail, multiplicité des évaluations, courses aux contrats, rédactions incessantes de dossiers, restructurations, dégradation des services de santé préventive, perte de sens du travail ... tout cela conduit à des situations de difficulté sociale, de détresse psychologique, de troubles musculo-squelettiques (TMS), de harcèlement au travail, de « burn out », de comportements suicidaires – avec ou non passage à l'acte -, de prises de médicaments (anti-dépresseurs, anti-douleurs...).

Depuis plusieurs années, des situations analogues ont conduit, dans le privé (Renault, Monoprix...), le public (Inspection du travail) ou les services publics (La Poste, France Telecom...) à des suicides, dont certains ont été reconnus comme accidents du travail.

De nombreux collègues s'adressent aux syndicats pour que soit défendue leur situation personnelle. Les CHSCT, nouvellement mis en place, sont appelés à débattre de cette situation de "mal être" au travail. Des chercheurs (psychologues, sociologues, médecins du travail...), des rapports (rapport d'intervention CNAM-CNRS, par exemple) ont montré la dégradation des situations de travail dans notre secteur.

Les conditions d'études des étudiants ne sont pas épargnées. L'augmentation du nombre d'étudiants par groupes de TD, des enseignants ou personnels en congés de maladie, voire partis en retraite non remplacés, les modifications des types d'activités ou/et de contrôle, les retards de corrections, les modifications des horaires d'ouverture de secrétariat ou de bibliothèques, la suppression d'options et même de filières, tout cela pèse sur leurs études. Les difficultés budgétaires pèsent également très lourd dans les conditions d'études : amphithéâtres, salles et installations sportives dégradées, matériel obsolète. Ces conditions, ajoutées à une précarité forte principalement due à une absence de protection sociale, obligent les étudiants à vivre dans des conditions dramatiques et à se salarier tout au long de leurs études. Le stress chez les étudiants n'a jamais été aussi fort et leur taux d'échec s'en ressent, augmentant ces dernières années. Les études riment aussi pour certains avec insomnies, dépresses temporaires, dépressions, pensées suicidaires, automédication...).

L'économie budgétaire de 50 milliards d'euros que le gouvernement annonce pour compenser en partie la suppression de la cotisation patronale à la branche famille de la sécurité sociale, occasionnera des difficultés supplémentaires pour les établissements d'enseignement supérieur et les organismes, leurs personnels et les étudiants – avec de nouveaux gels de postes, voire des suppressions d'emplois, des aggravations des conditions d'emploi (précarité, organisation du travail, ...) et d'enseignement (augmentation du nombre d'étudiants par groupe, regroupements de formation, ...), ...

Pour rendre visible et débattre sur la gravité de cette situation visant les personnels et les étudiants, les organisations soussignées de l'enseignement supérieur et de la recherche s'engagent dans une campagne de sensibilisation et de recueil de témoignages auprès des personnels et des étudiants. Elles appellent les personnels et les étudiants à débattre collectivement des conditions de travail et d'études dans les établissements et à analyser les causes de leur dégradation. Il est important de revenir aux causes du mal être, qui s'est largement développé, d'autant plus que de très nombreux collègues restent profondément attachés à leur métier.

Les organisations soussignées organisent un

Débat à Paris le mercredi 9 avril 2014 à partir de 14 h.

Cette rencontre rassemblera des personnels et des étudiants des établissements d'enseignement supérieur et des organismes. Des témoignages de personnels, d'étudiants, des organisations syndicales et de chercheurs dans le domaine du travail permettront de faire connaître la gravité de la situation et de faire partager des expériences.

Cette première étape devrait permettre de faire émerger des propositions communes pour combattre les causes de la dégradation des conditions de travail et d'études et les améliorer.

Signataires : FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP, SNETAP) – SNTRS CGT – UNSA (Sup'Recherche, SNPTES, A&I) - Solidaires (Sud Education, Sud Recherche EPST, Solidaires Etudiant-e-s) - UNEF